Table of Contents

Un Disraelois bientôt en mission en Afghanistan 1

L'opposition des Québécois à la mission afghane irrite les soldats 2

Embauches médicales à Valcartier 4

Otages : les talibans veulent que l'ONU garantisse leur sécurité 5

Talibans et civils tués 6

Les soldats du 22e sont exaspérés par l'opposition des Québécois 7

Otages sud−coréens : les talibans veulent des garanties de sécurité 9

Retour périlleux 10

Embauches médicales à Valcartier 12

L'opposition des Québécois irrite les soldats du 22e 14

Clinton marque des points contre Obama 17

Kaboul enquête sur les pertes civiles subies après un bombardement 19

L'opposition des Québécois irrite les soldats du 22e 21

Des renforts pour soigner les soldats; Valcartier prévoit qu'une centaine de blessés seront rapatriés d'Afghanistan 22

L'opposition des Québécois à la mission afghane irrite les soldats du 22e 24

Otages sud−coréens: les talibans seraient prêts à négocier en territoire ennemi si l'ONU garantit leur sécurité 26

Des raids aériens dans le sud de l'Afghanistan font des victimes civiles, selon les autorités locales 27

L'opposition des Québécois à la mission afghane irrite les soldats du 22e 28

Une soixantaine de soldats de la base de Gagetown rentrent d'Afghanistan 30

Un Disraelois bientôt en mission en Afghanistan

PUBLICATION: La Tribune (Sherbrooke, Qc)
DATE: 2007.08.04
SECTION: Chez nous
PAGE: 22
BYLINE: Fecteau, Nelson
DATELINE: DISRAELI
WORD COUNT: 410

Un Disraelois de 21 ans, David Parent, fait partie des 2500 militaires québécois qui quitteront le Québec en direction du camp de Kandahar en Afghanistan au cours du mois d'août. Le jeune homme quittera Valcartier lundi pour réaliser sa première mission au sein des Forces armées canadiennes.

Membre des Forces armées depuis le 25 août 2005 et faisant partie du 5e Régiment de génie de combat, il affirme avoir hâte de partir même si ce n'est pas facile de laisser les gens qu'il aime derrière lui, dont sa conjointe Isabelle St−Onge et ses parents Denis Parent et Sonia Daigle.

"Ce n'est pas facile de partir pour sept mois, mais il faut dire que j'ai été parti très souvent au cours de la dernière année pour l'entraînement aux États−Unis et en Alberta", de préciser David Parent qui entend bien profiter de ses vacances en janvier pour revenir voir les siens au Québec.

David Parent a également hâte de savoir ce que sera exactement le travail qu'il aura à accomplir. "L'entraînement que nous avons suivi a été très réaliste. Nous avons assisté à des conférences, rencontré des psychologues, échangé avec des anciens combattants. Nous nous sommes familiarisés avec le matériel russe que nous risquons de trouver sur place", souligne celui qui a été camelot pour La Tribune de 1998 à 2002.

Chose certaine, à titre d'ingénieur de combat, le jeune Disraelois sera appelé à manipuler des explosifs, à procéder à du déminage et effectuer des travaux de construction.

David Parent se dit prêt même si une telle mission comporte toujours sa part d'inconnu. En plus de l'entraînement intensif qu'il a suivi, le jeune homme a échangé sur le quotidien qui l'attend avec certains de ses collègues qui ont transité par l'Afghanistan − température, accueil de la population locale, ce qu'on y trouve comme explosifs, etc.

Le jeune militaire n'a pas voulu quitter sans souligner qu'il se réjouissait de l'appui grandissant de la population. "Les gens nous supportent de plus en plus. Ils comprennent davantage notre rôle. On parle plus de ce que l'on va y faire. C'est important de le souligner et l'encouragement des gens fait plaisir à entendre", déclare−t−il.

David Parent a étudié en mécanique au centre de formation professionnelle Le Tremplin de Thetford Mines. Une recherche sur les Forces armées l'a amené à découvrir qu'on pouvait y apprendre et pratiquer de nombreux métiers intéressants, ce qui a motivé sa décision de s'y enrôler il y a maintenant tout près de deux ans.

nfecteau@latribune.qc.ca

L'opposition des Québécois à la mission afghane irrite les soldats

PUBLICATION:	Le Nouvelliste (Trois−Rivières)
DATE:	2007.08.04
SECTION:	Actualités
PAGE:	29
SOURCE:	PC
PHOTO:	Photo − PC
DATELINE:	Shawali Kot, Afghanistan
ILLUSTRATION:	C'est au Québec que l'opposition à l'engagement militairecanadien trouve son expression la plus forte.
WORD COUNT:	716

L'opposition massive des Québécois à l'engagement militaire du Canada en Afghanistan blesse autant qu'elle exaspère les soldats d'infanterie francophones débarqués au cours des dernières semaines dans le pays.

"Tu viens ici parce que tu y crois, tu veux apporter de la sécurité et aider des gens à s'en sortir et là, chez vous, les gens ne sont pas réceptifs. Ils disent que tu t'en vas tuer du monde", a déploré hier à la Presse Canadienne le caporal−chef David Martel, membre de l'équipe de combats du Royal 22e Régiment, chargée de patrouiller le district de Shawali Kot, un des points chauds du sud−est afghan.

La participation du Canada à la mission de reconstruction de l'Afghanistan ne jouit pas d'un fort appui populaire au Canada, mais c'est au Québec que l'opposition à l'engagement militaire canadien trouve son expression la plus forte. Sondage après sondage, les Québécois expriment une désapprobation manifeste envers toute intervention des Forces armées canadiennes à l'étranger, à moins que le rôle des soldats ne soit limité à celui du "maintien de la paix". "Moi je me suis fait dire, par quelqu'un d'instruit, bardé de diplômes, qu'il n'y aurait pas de guerre dans le monde s'il n'y avait pas des gens comme moi. Ça m'a vraiment choqué d'entendre ça d'une personne qui devrait en savoir plus", raconte le soldat Francis Archambault.

Selon lui, les opposants à la présence canadienne font fausse route lorsqu'ils accusent le gouvernement de Stephen Harper de vouloir s'aligner pas à pas à la politique étrangère américaine afin de demeurer dans les bonnes grâces de l'administration Bush.

"Cela n'a rien à voir. Le Canada ne retire pas grand−chose de sa présence ici. Ca coûte des vies, ça coûte de l'argent, mais on essaie de donner une chance de s'en sortir à des peuples qui ont besoin d'aide. C'est probablement la plus grande chose que je vais faire dans ma vie", a argué le soldat Archambault, âgé de 23 ans.

Peu avant le grand déploiement des militaires de la base de Valcartier − ils seront plus de 2000 dans quelques jours dans la province de Kandahar −, les Forces armées canadiennes ont mené une campagne de charme au Québec pour tenter de gagner la population à la cause défendue en Afghanistan. Un groupe de soldats avait notamment été délégué à l'Assemblée nationale où une motion devait être adoptée pour souligner leur sens du devoir. Or, certains députés ont refusé de se lever lorsque les militaires ont été présentés en Chambre.

"Les gens ont droit à leur opinion", insiste pour sa part le sergent Steve Dufour, qui préfère ne pas s'engager sur le terrain politique. Néanmoins, il estime que la mission canadienne, qui se tient sous l'égide de l'OTAN, est mal comprise et souvent mal interprétée.

"J'ai parlé à une étudiante qui était contre la mission. Je lui ai dit: 'toi au Canada, est−ce que quelqu'un t'empêche d'aller à l'école, de t'instruire?' C'est comme ça ici (en Afghanistan)", a−t−il illustré, convaincu que ce sont les enfants afghans qui pourront un jour reprendre le contrôle de leur pays, à condition de pouvoir recevoir une éducation digne de ce nom.

Mais pour l'heure, les quelque 500 fantassins du Royal 22e tentent de "limiter le mouvement des insurgés" dans le sud−est du pays à partir de la base de patrouille Wilson, à environ 65 kilomètres au nord−ouest de Kandahar.

Pour une première fois hier, des soldats de la compagnie B du troisième bataillon du Royal 22e, fraîchement arrivés au pays, ont patrouillé à pied un hameau du district de Shawali Kot, en collaboration avec la police nationale afghane (PNA). L'expérience n'a cependant guère été concluante.

Armés de fusils d'assaut C−7, les soldats ont marché prudemment dans les rues quasi désertes du village, restant à l'affût de tout mouvement suspect. Soudainement, un policier afghan a tiré, par erreur apparemment, une décharge de fusil mitrailleur AK−47, ce qui a fait croire pendant un court moment aux Canadiens qu'ils étaient attaqués. Il n'y a pas eu d'autres coups de feu tirés et personne n'a été blessé.

Outre cette bourde, les policiers afghans avaient aussi cru bon d'inciter les villageois à demeurer terrés dans leur demeure pendant la visite des Canadiens, ce qui a mis en furie le capitaine des troupes, Stéphane Girard.

"Nous, on voulait prendre contact, jaser avec les gens. Mais ils sont arrivés avant nous et leur ont fait peur", a−t−il dénoncé.

Embauches médicales à Valcartier

PUBLICATION: Le Quotidien
DATE: 2007.08.04
SECTION: Actualités
PAGE: 20
SOURCE: Le Soleil
BYLINE: PIERRE−ANDRÉ NORMANDIN
DATELINE: VALCARTIER
WORD COUNT: 436

La base de Valcartier embauchera finalement 10 employés de plus pour faire face au flot de blessés revenant d'Afghanistan. L'expérience des précédents contingents montre qu'une centaine de soldats pourrait revenir en piteux état. De plus, un soldat sur 10 pourrait souffrir de stress opérationnel à son retour. "On est capable de suffire à la tâche normale, mais si on reçoit le même nombre de patients que les autres bases, on ne sera pas capable", a expliqué au Soleil la médecin−chef de Valcartier, la major Chantal Descôteaux.

La clinique santé de la base dispose de 185 personnes pour desservir une garnison pouvant compter jusqu'à 10 000 militaires. Les blessures générées par leur entraînement physique occupent déjà passablement le personnel médical de l'armée. Le rapatriement d'une centaine de blessés graves oblige donc l'embauche de cinq infirmières, deux travailleurs sociaux, deux chefs de programme et un intervenant en toxicomanie.

Ces chiffres tiennent compte uniquement des militaires rapatriés. La majorité des blessures seront traitées en Afghanistan et les soldats seront renvoyés sur le terrain une fois rétablis.

Les cinq infirmières serviront à faire la liaison entre Valcartier et les blessés. Celles−ci devront s'assurer du suivi des convalescents. Pour l'instant, la clinique militaire n'a pas les moyens de faire ce suivi et doit demander l'aide des CLSC. Or, ces cas nécessitent une attention soutenue. L'amélioration de l'équipement protecteur a augmenté les chances de survie des militaires, mais aussi la complexité des hospitalisations. Souvent blessés par des explosions, ces militaires peuvent souffrir de nombreuses fractures − souvent aux quatre membres − et de traumatismes crâniens.

La majorité des blessés de Valcartier seront hospitalisés à l'hôpital de l'Enfant−Jésus. Les militaires souhaitant toutefois se rapprocher de leur famille pourront demander à être transférés ailleurs si les soins qu'ils nécessitent le permettent. En cas de débordement, l'Hôtel−Dieu de Lévis pourrait également être mis à contribution.

Les cinq autres employés seront directement affectés à l'unité de santé mentale. L'expérience vécue par le contingent de la base d'Edmonton montre qu'environ un soldat sur 10 (8 %) souffre de stress opérationnel à son retour. Ces chiffres ne tiennent pas compte de l'augmentation notable de la consommation d'alcool également observée au retour de mission.

Sous pression

La pression sur les soins de santé se fera sentir au−delà du retour du contingent de Valcartier en février prochain. En effet, la garnison de Québec fournit du personnel aux autres bases canadiennes ne pouvant mobiliser 2500 soldats d'un seul coup pour aller en Afghanistan.

panormandin@lesoleil.com

Otages : les talibans veulent que l'ONU garantisse leur sécurité

PUBLICATION: Le Droit
DATE: 2007.08.04
SECTION: Actualités
PAGE: 24
SOURCE: AP
DATELINE: GHAZNI
WORD COUNT: 253

Les talibans, qui détiennent toujours 21 Sud−Coréens en Afghanistan, cherchaient, hier, à obtenir des garanties de sécurité de la part des Nations unies avant d'accepter des négociations directes avec des émissaires de Séoul dans un lieu contrôlé par le gouvernement, a déclaré un porte−parole présumé des militants.

Ces tractations intervenaient alors qu'Amnesty International a affirmé avoir exhorté les talibans par un canal direct à libérer les 21 otages détenus depuis plus de deux semaines, soulignant que retenir, voire tuer des prisonniers, est un crime de guerre.

Qari Youssef Ahmadi, qui prétend parler au nom des talibans, a assuré qu'ils étaient disposés à négocier avec l'ambassadeur sud−coréen dans n'importe quel lieu, tant que la mission de l'ONU en Afghanistan garantit la sécurité des émissaires talibans.

"Les talibans sont prêts à les rencontrer à Kaboul, d'autres villes ou d'autres pays, mais à une condition : que l'ONU garantisse leur sécurité", a déclaré Ahmadi, joint au téléphone depuis un lieu non divulgué.

Les responsables de la mission de l'ONU n'étaient pas joignables dans l'immédiat pour commenter cette offre.

Après l'expiration du dernier d'une série d'ultimatums mercredi, Ahmadi avait précisé que les 21 otages restants étaient vivants, mais que deux des femmes étaient souffrantes et risquaient de mourir.

Mohammad Hashim Wahaaj, responsable d'un hôpital privé de Kaboul, a déclaré jeudi que six médecins afghans devaient se rendre à Ghazni, hier, pour tenter de soigner les otages malades.

Vingt−trois Sud−coréens avaient été enlevés dans la province de Ghazni le 19 juillet alors qu'ils se rendaient de Kaboul à Kandahar. Deux otages ont déjà été exécutés par leurs ravisseurs.

Talibans et civils tués

PUBLICATION: Le Droit
DATE: 2007.08.04
SECTION: Actualités
PAGE: 23
SOURCE: AP
DATELINE: KANDAHAR
WORD COUNT: 273

Des frappes aériennes de la coalition menée par les États−Unis dans le sud de l'Afghanistan ont fait plusieurs dizaines de morts parmi des talibans présumés qu'elles visaient, mais également dans la population civile, ont affirmé, hier, les autorités afghanes.

Les raids visaient deux commandants talibans qui participaient à un rassemblement dans une région isolée de la province de Helmand, dans le sud du pays, a fait savoir la coalition dans un communiqué.

"Pendant une importante réunion de hauts commandants talibans, les forces de la coalition ont usé de munitions téléguidées à haute précision contre leur emplacement, après s'être assurées qu'il n'y avait aucun Afghan innocent dans le secteur environnant", a ajouté la coalition, qui n'a fourni aucun détail concernant d'éventuelles victimes.

Évoquant apparemment le même incident, le chef de la police de la province de Helmand, Mohammad Hussein, a affirmé que plusieurs talibans et civils ont été tués dans un raid aérien.

Selon lui, les talibans organisaient la pendaison de deux habitants locaux accusés d'être des espions à la solde du gouvernement. Il a affirmé que des villageois s'étaient déplacés pour assister à l'exécution lorsque les bombes ont touché leur cible. Toujours selon Hussein, il y avait 20 blessés.

Le chef du département de la santé de la province Enayatullah Ghafari a quant à lui déclaré que la plus jeune victime de la frappe aérienne était un garçon de huit ans et la plus âgée un homme de 50 ans.

Douze blessés ont été emmenés dans un hôpital de Kandahar, a par ailleurs précisé un médecin de l'établissement, Sharifullah Khan.

Un de ces blessés, un prénommé Nasibullah, a affirmé que les bombes sont tombées sur un marché très fréquenté et qu'aucun taliban n'était présent au moment de la frappe.

Les soldats du 22e sont exaspérés par l'opposition des Québécois

PUBLICATION:	Le Droit
DATE:	2007.08.04
SECTION:	Actualités
PAGE:	23
SOURCE:	PC
PHOTO:	Presse Canadienne
DATELINE:	SHAWALI KOT
ILLUSTRATION:	Le sergent Steve Dufour donne des instructions au coursd'une patrouille dans la zone de Shawali Kot.
WORD COUNT:	761

L'opposition massive des Québécois à l'engagement militaire du Canada en Afghanistan blesse autant qu'elle exaspère les soldats d'infanterie francophones débarqués au cours des dernières semaines dans le pays.

"Tu viens ici parce que tu y crois, tu veux apporter de la sécurité et aider des gens à s'en sortir et là, chez vous, les gens ne sont pas réceptifs. Ils disent que tu t'en vas tuer du monde", a déploré, hier, à la Presse Canadienne, le caporal−chef David Martel, membre de l'équipe de combats du Royal 22e Régiment, chargée de patrouiller le district de Shawali Kot, un des points chauds du sud−est afghan. La participation du Canada à la mission de reconstruction de l'Afghanistan ne jouit pas d'un fort appui populaire au Canada, mais c'est au Québec que l'opposition à l'engagement militaire canadien trouve son expression la plus forte.

Sondage après sondage, les Québécois expriment une désapprobation manifeste envers toute intervention des Forces armées canadiennes à l'étranger, à moins que le rôle des soldats ne soit limité à celui du "maintien de la paix".

"Moi je me suis fait dire, par quelqu'un d'instruit, bardé de diplômes, qu'il n'y aurait pas de guerre dans le monde s'il n'y avait pas des gens comme moi.

"Ça m'a vraiment choqué d'entendre ça d'une personne qui devrait en savoir plus", raconte le soldat Francis Archambault.

Selon lui, les opposants à la présence canadienne font fausse route lorsqu'ils accusent le gouvernement de Stephen Harper de vouloir s'aligner pas à pas à la politique étrangère américaine afin de demeurer dans les bonnes grâces de l'administration Bush.

"Cela n'a rien à voir. Le Canada ne retire pas grand−chose de sa présence ici. Ça coûte des vies, ça coûte de l'argent, mais on essaie de donner une chance de s'en sortir à des peuples qui ont besoin d'aide. C'est probablement la plus grande chose que je vais faire dans ma vie", a argué le soldat Archambault, âgé de 23 ans.

Peu avant le grand déploiement des militaires de la base de Valcartier − ils seront plus de 2000 dans quelques jours dans la province de Kandahar −, les Forces armées canadiennes ont mené une campagne de charme au Québec pour tenter de gagner la population à la cause défendue en Afghanistan.

Un groupe de soldats avait notamment été délégué à l'Assemblée nationale où une motion devait être adoptée pour souligner leur sens du devoir. Or, certains députés ont refusé de se lever lorsque les militaires ont été

présentés en Chambre.

"Les gens ont droit à leur opinion", insiste pour sa part le sergent Steve Dufour, qui préfère ne pas s'engager sur le terrain politique. Néanmoins, il estime que la mission canadienne, qui se tient sous l'égide de l'OTAN, est mal comprise et souvent mal interprétée.

"J'ai parlé à une étudiante qui était contre la mission. Je lui ai dit : 'toi au Canada, est−ce que quelqu'un t'empêche d'aller à l'école, de t'instruire ?' C'est comme ça ici (en Afghanistan)", a−t−il illustré, convaincu que ce sont les enfants afghans qui pourront un jour reprendre le contrôle de leur pays, à condition de pouvoir recevoir une éducation digne de ce nom.

Mais pour l'heure, les quelque 500 fantassins du Royal 22e tentent de "limiter le mouvement des insurgés" dans le sud−est du pays à partir de la base de patrouille Wilson, à environ 65 kilomètres au nord−ouest de Kandahar.

Pour une première fois. hier, des soldats de la compagnie B du troisième bataillon du Royal 22e, fraîchement arrivés au pays, ont patrouillé à pied un hameau du district de Shawali Kot, en collaboration avec la police nationale afghane (PNA).

L'expérience n'a cependant guère été concluante.

Armés de fusils d'assaut C−7, les soldats ont marché prudemment dans les rues quasi désertes du village, restant à l'affût de tout mouvement suspect. Soudainement, un policier afghan a tiré, par erreur apparemment, une décharge de fusil mitrailleur AK−47, ce qui a fait croire pendant un court moment aux Canadiens qu'ils étaient attaqués. Il n'y a pas eu d'autres coups de feu tirés et personne n'a été blessé.

Outre cette bourde, les policiers afghans avaient aussi cru bon d'inciter les villageois à demeurer terrés dans leur demeure pendant la visite des Canadiens, ce qui a mis en furie le capitaine des troupes, Stéphane Girard.

"Nous, on voulait prendre contact, jaser avec les gens. Mais ils sont arrivés avant nous et leur ont fait peur", a−t−il dénoncé.

Manquant de formation, d'entraînement, d'équipement et gangrenée par la corruption, la nouvelle police nationale afghane inspire peu confiance. Consciente du fait qu'il n'y aura jamais de paix en Afghanistan sans le support d'une force policière professionnelle, respectée dans les communautés, la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS), dont fait partie le Canada, a convenu d'accroître ses efforts dans les prochains mois pour améliorer la formation des policiers.

Otages sud−coréens : les talibans veulent des garanties de sécurité

PUBLICATION: Le Soleil
DATE: 2007.08.04
SECTION: Le Monde
PAGE: 32
SOURCE: AP
DATELINE: GHAZNI, Afghanistan
WORD COUNT: 161

Les talibans, qui détiennent toujours 21 Sud−Coréens en Afghanistan, cherchaient hier à obtenir des garanties de sécurité de la part des Nations unies avant d'accepter des négociations directes avec des émissaires de Séoul dans un lieu contrôlé par le gouvernement, a déclaré un porte−parole présumé des militants.

Qari Youssef Ahmadi, qui prétend parler au nom des talibans, a assuré qu'ils étaient disposés à négocier avec l'ambassadeur sud−coréen "n'importe où", tant que la mission de l'ONU en Afghanistan garantit la sécurité des émissaires talibans.

Après l'expiration de leur dernier ultimatum mercredi, Ahmadi avait précisé que les 21 otages restants étaient vivants, mais que deux des femmes étaient souffrantes et risquaient de mourir.

Mohammed Hashim Wahaaj, responsable d'un hôpital privé de Kaboul, a déclaré jeudi que six médecins afghans devraient se rendre à Ghazni hier pour tenter de soigner les otages malades.

Vingt−trois Sud−Coréens avaient été enlevés dans la province de Ghazni le 19 juillet sur la route de Kaboul à Kandahar. Deux otages ont déjà été exécutés.

Retour périlleux

PUBLICATION: Le Soleil
DATE: 2007.08.04
SECTION: Éditorial
PAGE: 26
BYLINE: Fleury, Robert
WORD COUNT: 575

La tâche du combattant n'est pas facile. Déjà, certaines missions de paix, comme celle de la Bosnie, n'avaient rien d'une sinécure. En Afghanistan, les soldats canadiens se livrent peut−être à des tâches de reconstruction et d'encadrement de l'armée afghane, mais ils participent aussi aux combats. Ils se voient confrontés à tous les dangers, cibles de tireurs de l'ombre, de poseurs de bombes ou de kamikazes qui se font sauter à proximité.

De même, peut−on vraiment s'habituer à devoir tuer, même pour se défendre ? Ne s'habitue−t−on jamais à causer, par inadvertance, la mort de victimes innocentes ou à voir mourir un enfant ? Des cauchemars hanteront inévitablement les militaires après leur démobilisation, bien des années durant, nuisant à leur réintégration. C'est inévitable !

Si leur retour au pays se fait dans la joie, comme ce fut le cas ces derniers jours avec les premiers groupes de soldats de Valcartier, l'adaptation ne sera pas facile pour autant pour eux, mais surtout pour ceux qui reviendront par la suite. Les pires blessures ne sont pas toujours apparentes.

On estime que jusqu'à 20 % des soldats de Valcartier qui reviendront de mission seront victimes du stress opérationnel, du syndrome post−traumatique. Ils éprouveront de l'anxiété. Ils vivront la dépression. Cela n'aura rien d'une partie de plaisir pour eux ni pour leurs proches. Même avec la meilleure préparation psychologique du monde, être témoin de l'horreur laisse toujours des traces.

Des militaires de carrière comme des réservistes, qu'ils soient de Gagetown, de Petawawa ou d'Edmonton, ont déjà éprouvé pareilles difficultés au retour. Ceux de Valcartier n'y échapperont pas.

Les autorités médicales de Valcartier se disent prêtes à faire face à la musique. Les soldats de la base profiteraient en quelque sorte de l'expérience de leurs confrères et consoeurs du reste du pays. Ainsi, assure−t−on, il n'est pas question qu'ils refusent l'aide proposée. Si les aidants naturels, les travailleurs sociaux ou les proches ne réussissent pas à les convaincre qu'ils ont besoin d'aide, les autorités interviendront.

Soit ! Espérons qu'il en soit ainsi. Sauf que les pratiques passées des forces armées au pays n'ont pas toujours été sans tache. Des soldats se sont ainsi retrouvés dans un vide bureaucratique, incapables de réintégrer la vie civile, privés des indemnités et des soins auxquels ils auraient eu droit.

L'ombudsman des forces canadiennes mène d'ailleurs une enquête actuellement quant au sort des réservistes lors de missions antérieures. Ses enquêteurs ont même subi de l'interférence à plusieurs occasions de la part du ministère de la Défense et des forces canadiennes, des refus de collaborer alors que des dossiers disparaissaient ! A l'état−major des forces canadiennes, on assure prendre au sérieux ses recommandations et tout faire pour les mettre en application.

Car ce sont là des situations inacceptables. Les hommes et les femmes qui ont subi des blessures, qu'elles soient psychologiques ou physiques, doivent être traités avec égards sans devoir subir une bureaucratie tatillonne ou des conflits de programmes et de juridiction entre le ministère de la Défense et celui des Anciens combattants.

Qu'ils soient réservistes ou membres des forces régulières, ils doivent recevoir les indemnités et tous les services de santé et de réhabilitation auxquels ils ont droit, même quand leur retour à la vie civile tarde.

Si le gouvernement canadien juge opportun d'envoyer ses soldats dans des missions aussi dangereuses pour honorer ses obligations internationales, il a aussi le devoir de les aider à retrouver une vie normale à leur retour.

rfleury@lesoleil.com

Embauches médicales à Valcartier

PUBLICATION: Le Soleil
DATE: 2007.08.04
SECTION: Actualités
PAGE: 3
BYLINE: Normandin, Pierre−André
WORD COUNT: 587

La base de Valcartier embauchera finalement 10 employés de plus pour faire face au flot de blessés revenant d'Afghanistan. L'expérience des précédents contingents montre qu'une centaine de soldats pourrait revenir en piteux état. De plus, un soldat sur 10 pourrait souffrir de stress opérationnel à son retour. "On est capable de suffire à la tâche normale, mais si on reçoit le même nombre de patients que les autres bases, on ne sera pas capable", a expliqué au Soleil la médecin−chef de Valcartier, la major Chantal Descôteaux.

La clinique santé de la base dispose de 185 personnes pour desservir une garnison pouvant compter jusqu'à 10 000 militaires. Les blessures générées par leur entraînement physique occupent déjà passablement le personnel médical de l'armée. Le rapatriement d'une centaine de blessés graves oblige donc l'embauche de cinq infirmières, deux travailleurs sociaux, deux chefs de programme et un intervenant en toxicomanie.

"On souhaite que ça ne soit pas autant, mais on nous a demandé de nous préparer à recevoir 100 blessés d'Afghanistan", a indiqué la major Descôteaux. Ces chiffres tiennent compte uniquement des militaires rapatriés. La majorité des blessures seront traitées en Afghanistan et les soldats seront renvoyés sur le terrain une fois rétablis.

Les cinq infirmières serviront à faire la liaison entre Valcartier et les blessés. Celles−ci devront s'assurer du suivi des convalescents. Leurs pansements doivent−ils être changés ? Ont−ils suffisamment de médication ? Pour l'instant, la clinique militaire n'a pas les moyens de faire ce suivi et doit demander l'aide des CLSC.

Or, ces cas nécessitent une attention soutenue. L'amélioration de l'équipement protecteur a augmenté les chances de survie des militaires, mais aussi la complexité des hospitalisations. Souvent blessés par des explosions, ces militaires peuvent souffrir de nombreuses fractures − souvent aux quatre membres − et de traumatismes crâniens.

La majorité des blessés de Valcartier seront hospitalisés à l'hôpital de l'Enfant−Jésus. Les militaires souhaitant toutefois se rapprocher de leur famille pourront demander à être transférés ailleurs si les soins qu'ils nécessitent le permettent. En cas de débordement, l'Hôtel−Dieu de Lévis pourrait également être mis à contribution.

Les cinq autres employés seront directement affectés à l'unité de santé mentale. L'expérience vécue par le contingent de la base d'Edmonton montre qu'environ un soldat sur 10 (8 %) souffre de stress opérationnel à son retour. Ces chiffres ne tiennent pas compte de l'augmentation notable de la consommation d'alcool également observée au retour de mission. "C'est signe que quelque chose ne va pas, que ces gens utilisent l'alcool comme médication pour se calmer", a précisé la major Descôteaux.

Sous pression

La pression sur les soins de santé se fera sentir au−delà du retour du contingent de Valcartier en février prochain. En effet, la garnison de Québec fournit du personnel aux autres bases canadiennes ne pouvant mobiliser 2500 soldats d'un seul coup pour aller en Afghanistan. Ce printemps, un groupe de 165 militaires du

Royal 22e Régiment ont prêté main−forte à leurs collègues de l'Atlantique pour assurer la sécurité de l'équipe provinciale de reconstruction à Kandahar. Et en février prochain, un autre groupe de 120 militaires du 12e Régiment blindé basés dans la capitale sera déployé en sol afghan.

De plus, si le Canada décide de prolonger sa mission en Afghanistan au−delà de 2009, il reviendra à Valcartier de fournir le premier contingent de ce deuxième mandat à Kandahar, soit pour la période de février à août.

panormandin@lesoleil.com

L'opposition des Québécois irrite les soldats du 22e

PUBLICATION:	Le Soleil
DATE:	2007.08.04
SECTION:	Actualités
PAGE:	2
SOURCE:	PC
BYLINE:	Ouellet, Martin
PHOTO:	PC
DATELINE:	SHAWALI KOT, Afghanistan
ILLUSTRATION:	Fraîchement arrivés au pays, des soldats de la compagnie Bdu troisième bataillon du Royal 22e ont patrouillé à pied un hameau du district de Shawali Kot.; Le sergent Serge Dufour (au centre) donne ses ordres au moment d'une patrouille dans le district de Shawali Kot, un des points chauds du Sud−Est afghan. S'il préfère éviter de s'engager sur le terrain politique, le sergent Dufour estime néanmoins que la mission canadienne, qui se tient sous l'égide de l'OTAN, est mal comprise et souvent mal interprétée. − photo pc
WORD COUNT:	886

L'opposition massive des Québécois à l'engagement militaire du Canada en Afghanistan blesse autant qu'elle exaspère les soldats d'infanterie francophones débarqués au cours des dernières semaines dans le pays.

"Tu viens ici parce que tu y crois, tu veux apporter de la sécurité et aider des gens à s'en sortir et là, chez vous, les gens ne sont pas réceptifs. Ils disent que tu t'en vas tuer du monde", a déploré hier à la Presse canadienne le caporal−chef David Martel, membre de l'équipe de combats du Royal 22e Régiment, chargée de patrouiller le district de Shawali Kot, un des points chauds du Sud−Est afghan.

La participation du Canada à la mission de reconstruction de l'Afghanistan ne jouit pas d'un fort appui populaire au Canada, mais c'est au Québec que l'opposition à l'engagement militaire canadien trouve son expression la plus forte. Sondage après sondage, les Québécois expriment une désapprobation manifeste envers toute intervention des Forces armées canadiennes à l'étranger, à moins que le rôle des soldats ne soit limité à celui du "maintien de la paix". "Moi, je me suis fait dire, par quelqu'un d'instruit, bardé de diplômes, qu'il n'y aurait pas de guerre dans le monde s'il n'y avait pas des gens comme moi. Ça m'a vraiment choqué d'entendre ça d'une personne qui devrait en savoir plus", raconte le soldat Francis Archambault.

Selon lui, les opposants à la présence canadienne font fausse route lorsqu'ils accusent le gouvernement de Stephen Harper de vouloir s'aligner pas à pas à la politique étrangère américaine afin de demeurer dans les bonnes grâces de l'administration Bush.

"Cela n'a rien à voir. Le Canada ne retire pas grand−chose de sa présence ici. Ça coûte des vies, ça coûte de l'argent, mais on essaie de donner une chance de s'en sortir à des peuples qui ont besoin d'aide. C'est probablement la plus grande chose que je vais faire dans ma vie", a argué le soldat Archambault, âgé de 23 ans.

Campagne de charme

Peu avant le grand déploiement des militaires de la base de Valcartier − ils seront plus de 2000 dans quelques jours dans la province de Kandahar − , les Forces armées canadiennes ont mené une campagne de charme au Québec pour tenter de gagner la population à la cause défendue en Afghanistan. Un groupe de soldats avait

notamment été délégué à l'Assemblée nationale, où une motion devait être adoptée pour souligner leur sens du devoir. Or, certains députés ont refusé de se lever lorsque les militaires ont été présentés en Chambre.

"Les gens ont droit à leur opinion", insiste pour sa part le sergent Steve Dufour, qui préfère ne pas s'engager sur le terrain politique. Néanmoins, il estime que la mission canadienne, qui se tient sous l'égide de l'OTAN, est mal comprise et souvent mal interprétée.

"J'ai parlé à une étudiante qui était contre la mission. Je lui ai dit : "Toi, au Canada, est−ce que quelqu'un t'empêche d'aller à l'école, de t'instruire ?" C'est comme ça ici (en Afghanistan)", a−t−il illustré, convaincu que ce sont les enfants afghans qui pourront un jour reprendre le contrôle de leur pays, à condition de pouvoir recevoir une éducation digne de ce nom.

Première patrouille

Mais pour l'heure, les quelque 500 fantassins du Royal 22e tentent de "limiter le mouvement des insurgés" dans le sud−est du pays à partir de la base de patrouille Wilson, à environ 65 kilomètres au nord−ouest de Kandahar.

Pour la première fois hier, des soldats de la compagnie B du troisième bataillon du Royal 22e, fraîchement arrivés au pays, ont patrouillé à pied un hameau du district de Shawali Kot, en collaboration avec la Police nationale afghane (PNA). L'expérience n'a cependant guère été concluante.

Armés de fusils d'assaut C−7, les soldats ont marché prudemment dans les rues quasi désertes du village, restant à l'affût de tout mouvement suspect. Soudainement, un policier afghan a tiré, par erreur apparemment, une décharge de fusil mitrailleur AK−47, ce qui a fait croire pendant un court moment aux Canadiens qu'ils étaient attaqués. Il n'y a pas eu d'autres coups de feu tirés et personne n'a été blessé.

Outre cette bourde, les policiers afghans avaient aussi cru bon d'inciter les villageois à demeurer terrés dans leur demeure pendant la visite des Canadiens, ce qui a mis en furie le capitaine des troupes, Stéphane Girard.

"Nous, on voulait prendre contact, jaser avec les gens. Mais ils sont arrivés avant nous et leur ont fait peur", a−t−il dénoncé.

Manquant de formation, d'entraînement, d'équipement et gangrenée par la corruption, la nouvelle police nationale afghane inspire peu confiance. Consciente du fait qu'il n'y aura jamais de paix en Afghanistan sans le soutien d'une force policière professionnelle, respectée dans les communautés, la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS), dont fait partie le Canada, a convenu d'accroître ses efforts dans les prochains mois pour améliorer la formation des policiers.

"Tu viens ici parce que tu y crois, tu veux apporter de la sécurité et aider des gens à s'en sortir et là, chez vous, les gens ne sont pas réceptifs. Ils disent que tu t'en vas tuer du monde"

− Le caporal−chef David Martel

"Moi, je me suis fait dire par quelqu'un d'instruit, bardé de diplômes, qu'il n'y aurait pas de guerre dans le monde s'il n'y avait pas des gens comme moi"

− Le soldat Francis Archambault

"J'ai parlé à une étudiante qui était contre la mission. Je lui ai dit : "Toi, au Canada, est−ce que quelqu'un t'empêche d'aller à l'école, de t'instruire ? " C'est comme ça ici (en Afghanistan)"

– Le sergent Steve Dufour

Clinton marque des points contre Obama

PUBLICATION: Le Devoir
DATE: 2007.08.04
SECTION: LE MONDE
PAGE: a7
BYLINE: Philippe Grangereau
WORD COUNT: 655

Washington – Pour la deuxième fois en quelques jours, le jeune sénateur métis de l'Illinois, Barack Obama, se prend sérieusement les pieds dans le tapis. «Si vous êtes élu président, utiliserez–vous des armes nucléaires tactiques (1) contre al–Qaïda en Afghanistan ou au Pakistan?», demandait jeudi un journaliste au candidat du Parti démocrate au cours d'un petit–déjeuner. «Je crois que ce serait une erreur profonde pour nous d'utiliser des armes nucléaires, quelles que soient les circonstances», lui répond hâtivement Obama qui, sans doute pas trop réveillé, ajoute quelques secondes plus tard: «dans des situations où il y a des civils». Avant de corriger: «Attendez... je retire ce que j'ai dit. Il n'a jamais été question de l'arme nucléaire. Ce n'est pas sur la table.» La très chevronnée sénatrice de New York, Hillary Clinton, qui s'impose de plus en plus comme favorite dans la course pour la Maison–Blanche de novembre 2008, en a profité pour marquer des points sur un ton condescendant. «Depuis la guerre froide, nous avons fait usage de notre dissuasion nucléaire pour maintenir la paix. Et je ne crois pas qu'un président devrait faire des déclarations d'ordre général» sur ce sujet.

«Naïf»

Deux autres des huit candidats à l'investiture démocrate ont rabroué l'intempestif Obama. «Naïf», a dit de lui le sénateur Joe Biden. Son programme de politique étrangère, annoncé jeudi dans un discours solennel à Washington, est «franchement confus», s'est emporté le sénateur Chris Dodd. Dans cette allocution, Obama affirme son intention, s'il est élu président, d'attaquer les bases d'al–Qaïda au Pakistan, sans l'aval du gouvernement d'Islamabad si celui–ci refuse de coopérer. Une stratégie peu différente de celle formulée par George Bush. Selon Obama, la guerre d'Irak «distrait l'Amérique» du combat qu'elle doit mener contre le terrorisme et al–Qaïda. Il évoque sa volonté de «capturer ou tuer» Oussama ben Laden. «Il nous faut sortir nos soldats d'Irak et les amener sur le vrai champ de bataille, en Afghanistan et au Pakistan», déclare Obama.

Les échanges au vitriol entre les deux leaders du camp démocrate ont débuté lundi dernier. Hillary Clinton a jugé son adversaire «naïf et franchement irresponsable», pour avoir déclaré, au cours d'un débat, être disposé à rencontrer les dirigeants de l'Iran, de Cuba, de la Corée du Nord, du Venezuela et de la Syrie s'il est élu président. Obama a répliqué en qualifiant sa rivale de «Bush–Cheney light», présentant Hillary comme une copie conforme de l'actuelle Maison–Blanche. Obama, qui mise sur son charisme et sa jeunesse (45 ans), dénigre souvent son adversaire. Mais les piques de l'ex–première dame ont porté. Jeudi, Obama a fait volte–face en disant qu'il discuterait volontiers avec Hugo Chávez, «mais seulement sous certaines conditions».

Effet sur les sondages

Ces cafouillages ont eu un effet sur les sondages. Hier, une enquête de l'institut Pew sur les chances des candidats démocrates d'obtenir l'investiture de leur parti, en août 2008 à Denver, accorde 40 % des suffrages à Clinton, qui gagne six points. Elle laisse dans son sillage Barack Obama (21 %) et l'ex–sénateur de la Caroline du Nord, John

Edwards (11 %). Un autre sondage, publié par le Wall Street Journal, met également Clinton en tête des intentions de vote démocrate pour les primaires, avec

43 % des suffrages, 22 % pour Obama et 13 % pour Edwards. L'écart s'explique, selon le journal, par les bonnes performances d'Hillary Clinton au cours d'une série de débats télévisés opposant les candidats démocrates,

où elle a fait preuve d'une meilleure maîtrise des dossiers que ses rivaux.

Si l'élection présidentielle avait lieu aujourd'hui, selon le sondage de Pew, Hillary l'emporterait contre son rival républicain par un score de 47 % contre 41 %.

(1) Ces armes nucléaires de faible puissance sont, entre autres, destinées à détruire des bunkers profondément enfouis.

Kaboul enquête sur les pertes civiles subies après un bombardement

PUBLICATION:	Le Devoir
DATE:	2007.08.04
SECTION:	LE MONDE
PAGE:	a7
BYLINE:	Abdul Qodus
WORD COUNT:	547

Lashgar Gha – Les autorités afghanes tentaient de déterminer hier si des frappes aériennes effectuées par les forces occidentales dans la province d'Helmand ont fait de nombreuses victimes civiles, comme l'ont affirmé plusieurs habitants.

Des habitants ont déclaré à des journalistes et à des responsables de la province, située dans le sud de l'Afghanistan, qu'entre 200 et 300 civils avaient été tués ou blessés jeudi dans le district de Baghran dans des raids aériens.

«Je peux confirmer qu'il y a eu des bombardements intenses, a déclaré à Reuters par téléphone Mohammad Hussein Andiwal, le chef de la police de la province. Nous avons également entendu parler d'un nombre élevé de victimes et nous avons envoyé une équipe là–bas pour vérifier.»

Selon Andiwal, au moins une vingtaine de civils souffrant de blessures ont été transportés dans le principal hôpital de Lashkar Gah, chef–lieu de la province.

Un député de la province, Mohamad Anwar, a également reçu des informations faisant état d'un grand nombre de victimes civiles.

Dans un communiqué publié jeudi soir, l'armée américaine a indiqué que les forces de la coalition avaient mené une frappe aérienne ciblée contre deux «chefs militaires talibans notoires» qui dirigeaient jeudi une réunion dans le district de Baghran. Elle n'était pas en mesure de préciser si les deux hommes ont été tués dans le bombardement.

Des habitants et un responsable ont cependant déclaré que les raids aériens avaient visé un rassemblement de personnes venues assister à une exécution publique organisée par des combattants talibans.

Versions contradictoires

Un porte–parole du mouvement islamiste afghan a démenti cette information en affirmant que les victimes étaient toutes des civils venus assister à une cérémonie dans un sanctuaire.

Devant la confusion des divers témoignages, les autorités afghanes tentaient de faire la lumière sur ce raid aérien, dont le bilan humain, s'il est avéré, serait le plus lourd jamais enregistré depuis la chute du régime taliban en 2001.

De nombreuses familles de

victimes, présentes à l'hôpital de Lashkar Gha, ont rapporté la violence du bombardement des forces de la coalition, allant dans le sens de la version fournie par les islamistes.

Selon Shokhi Kahn, un proche d'une victime, plusieurs centaines de personnes ont été la cible d'une frappe aérienne alors qu'elles s'étaient rassemblées pour pique−niquer avant de se rendre à une cérémonie religieuse.

Un autre témoin, Haji Hakim Jan, endeuillé par la perte de quatre de ses frères durant l'opération militaire, a exprimé sa colère vis−à−vis de la coalition internationale.

«Un autre de mes frères et ma soeur de huit ans ont été également blessés», a−t−il confié, ajoutant que de tels bombardements dirigés contre les civils pourraient pousser ces derniers à rejoindre les rangs des talibans, par haine des forces occidentales.

Plus de 350 civils ont été tués cette année dans des opérations militaires de la coalition internationale présente en Afghanistan, selon des responsables gouvernementaux et des organisations humanitaires.

Dans la province du Nuristan, dans l'est du pays, l'explosion d'une bombe sur le bord de la route a par ailleurs tué hier un soldat et blessé deux autres membres de la coalition, a rapporté un responsable militaire.

Otages

Par ailleurs, la Corée du Sud a fait valoir aux talibans, qui retiennent 21 de ses ressortissants en otages en Afghanistan, qu'elle disposait de moyens d'action limités pour mettre fin à l'épreuve de force engagée depuis plus de deux semaines, a annoncé hier un responsable sud−coréen.

Séoul a pris des contacts avec le mouvement islamiste et une délégation sud−coréenne est arrivée jeudi dans la province afghane de Ghazni, où sont détenus les Coréens, afin de négocier directement avec les ravisseurs.

L'opposition des Québécois irrite les soldats du 22e

PUBLICATION: Le Devoir
DATE: 2007.08.04
SECTION: LES ACTUALITÉS
PAGE: a3
BYLINE: Martin Ouellet
WORD COUNT: 348

Shawali Kot – L'opposition massive des Québécois à l'engagement militaire du Canada en Afghanistan blesse autant qu'elle exaspère les soldats d'infanterie francophones débarqués au cours des dernières semaines dans le pays.

«Tu viens ici parce que tu y crois, tu veux apporter de la sécurité et aider des gens à s'en sortir, et là, chez vous, les gens ne sont pas réceptifs. Ils disent que tu t'en vas tuer du monde», a déploré hier à la Presse canadienne le caporal–chef David Martel, membre de l'équipe de combat du Royal 22e Régiment, chargée de patrouiller le district de Shawali Kot, un des points chauds du Sud–Est afghan.

La participation du Canada à la mission de reconstruction de l'Afghanistan ne jouit pas d'un fort appui populaire au Canada, mais c'est au Québec que l'opposition à l'engagement militaire canadien trouve son expression

la plus forte. Sondage après sondage, les Québécois expriment une désapprobation manifeste envers toute intervention des Forces armées canadiennes à l'étranger, à moins que le rôle des soldats ne soit limité à celui du «maintien de la paix».

«Moi, je me suis fait dire, par quelqu'un d'instruit, bardé de diplômes, qu'il n'y aurait pas de guerre dans le monde s'il n'y avait pas des gens comme moi. Ça m'a vraiment choqué d'entendre ça d'une personne qui devrait en savoir plus», a raconté le soldat Francis Archambault.

Fausse route

Selon lui, les opposants à la présence canadienne font fausse route lorsqu'ils accusent le gouvernement de Stephen Harper de vouloir s'aligner pas à pas à la politique étrangère américaine afin de demeurer dans les bonnes grâces de l'administration Bush.

«Ça n'a rien à voir. Le Canada ne retire pas grand–chose de sa présence ici. Ça coûte des vies, ça coûte de l'argent, mais on essaie de donner une chance de s'en sortir à des peuples qui ont besoin d'aide. C'est probablement la plus grande chose que je vais faire dans ma vie», a argué le soldat Archambault, âgé de 23 ans.

«Les gens ont droit à leur opinion», a quant à lui insisté le sergent Steve Dufour, qui préfère ne pas s'engager sur le terrain politique. Néanmoins, il estime que la mission est mal comprise et souvent mal interprétée.

Des renforts pour soigner les soldats; Valcartier prévoit qu'une centaine de blessés seront rapatriés d'Afghanistan

PUBLICATION:	La Presse
DATE:	2007.08.04
SECTION:	Actualités
PAGE:	A12
SOURCE:	Le Soleil
BYLINE:	Normandin, Pierre−André
ILLUSTRATION:	Photo Jean−Marie Villeneuve, archives le soleil Ces soldats,de retour à Valcartier en juillet dernier après leur mission en Afghanistan, sont heureusement rentrés indemnes. Mais l'expérience des précédents contingents ayant montré qu'une centaine de soldats pourraient revenir d'Afghanistan en piteux état, la base de Valcartier va embaucher cinq infirmières, deux travailleurs sociaux, deux chefs de programme et un intervenant en toxicomanie pour leur prodiguer les soins requis.
WORD COUNT:	571

La base de Valcartier embauchera 10 employés supplémentaires pour faire face au flot de blessés revenant d'Afghanistan. L'expérience des précédents contingents montre qu'une centaine de soldats pourraient rentrer en piteux état, et qu'un soldat sur 10 pourrait souffrir de stress opérationnel à son retour. "On est capable de suffire à la tâche normale, mais si on reçoit le même nombre de patients que les autres bases, on ne sera pas capables", a expliqué au Soleil la médecin−chef de Valcartier, la major Chantal Descôteaux.

La clinique de santé de la base dispose de 185 personnes pour desservir une garnison pouvant compter jusqu'à 10 000 militaires. Les blessures causées par leur entraînement occupent déjà passablement le personnel médical de l'armée. Le rapatriement d'une centaine de blessés graves oblige donc l'embauche de cinq infirmières, deux travailleurs sociaux, deux chefs de programme et un intervenant en toxicomanie.

"On souhaite que ça ne soit pas autant, mais on nous a demandé de nous préparer à recevoir 100 blessés d'Afghanistan", a indiqué la major Descôteaux. Ces chiffres tiennent compte uniquement des militaires rapatriés. La majorité des blessures seront en effet traitées en Afghanistan, et les soldats seront renvoyés sur le terrain une fois rétablis.

Les cinq infirmières feront la liaison entre Valcartier et les blessés. Elles devront s'assurer du suivi des convalescents: leurs pansements doivent−ils être changés? Ont−ils suffisamment de médicaments? Pour l'instant, la clinique militaire n'a pas les moyens de faire ce suivi et doit demander l'aide des CLSC.

Des soins plus complexes

Or, ces cas nécessitent une attention soutenue. L'amélioration de l'équipement protecteur a augmenté les chances de survie des militaires, mais aussi la complexité des soins. Souvent blessés par des explosions, ces militaires peuvent souffrir de nombreuses fractures − souvent aux quatre membres − et de traumatismes crâniens.

La majorité des blessés de Valcartier seront hospitalisés à l'hôpital de l'Enfant−Jésus. Les militaires souhaitant se rapprocher de leur famille pourront toutefois demander à être transférés ailleurs si les soins qu'ils nécessitent le permettent. En cas de débordement, l'Hôtel−Dieu de Lévis pourrait également être mis à

contribution.

Les cinq autres employés seront directement affectés à l'unité de santé mentale. L'expérience vécue par le contingent de la base d'Edmonton montre qu'environ un soldat sur 10 (8%) souffre de stress opérationnel à son retour. Ces chiffres ne tiennent pas compte de l'augmentation notable de la consommation d'alcool également observée au retour de mission. "C'est signe que quelque chose ne va pas, que ces gens utilisent l'alcool comme médication pour se calmer", a précisé la major Descôteaux.

Sous pression

La pression sur les soins de santé sera ressentie au−delà du retour du contingent de Valcartier, en février prochain. En effet, la garnison de Québec fournit du personnel aux autres bases canadiennes ne pouvant mobiliser 2500 soldats d'un seul coup pour l'Afghanistan. Au printemps, un groupe de 165 militaires du Royal 22e Régiment ont ainsi prêté main−forte à leurs collègues de l'Atlantique pour assurer la sécurité de l'équipe provinciale de reconstruction à Kandahar. Et en février prochain, un autre groupe de 120 militaires du 12e Régiment blindé basés dans la capitale sera déployé en sol afghan.

Si le Canada décide de prolonger sa mission en Afghanistan après 2009, Valcartier fournira le premier contingent de ce deuxième mandat à Kandahar, soit pour la période de février à août.

L'opposition des Québécois à la mission afghane irrite les soldats du 22e

DATE: 2007.08.03
KEYWORDS: INTERNATIONAL DÉFENSE
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 756

SHAWALI KOT, Afghanistan (PC) _ L'opposition massive des Québécois à l'engagement militaire du Canada en Afghanistan blesse autant qu'elle exaspère les soldats d'infanterie francophones débarqués au cours des dernières semaines dans le pays.

"Tu viens ici parce que tu y crois, tu veux apporter de la sécurité et aider des gens à s'en sortir et là, chez vous, les gens ne sont pas réceptifs. Ils disent que tu t'en vas tuer du monde", a déploré vendredi à la Presse Canadienne le caporal−chef David Martel, membre de l'équipe de combats du Royal 22e Régiment, chargée de patrouiller le district de Shawali Kot, un des points chauds du sud−est afghan.

La participation du Canada à la mission de reconstruction de l'Afghanistan ne jouit pas d'un fort appui populaire au Canada, mais c'est au Québec que l'opposition à l'engagement militaire canadien trouve son expression la plus forte. Sondage après sondage, les Québécois expriment une désapprobation manifeste envers toute intervention des Forces armées canadiennes à l'étranger, à moins que le rôle des soldats ne soit limité à celui du "maintien de la paix".

"Moi je me suis fait dire, par quelqu'un d'instruit, bardé de diplômes, qu'il n'y aurait pas de guerre dans le monde s'il n'y avait pas des gens comme moi. Ça m'a vraiment choqué d'entendre ça d'une personne qui devrait en savoir plus", raconte le soldat Francis Archambault.

Selon lui, les opposants à la présence canadienne font fausse route lorsqu'ils accusent le gouvernement de Stephen Harper de vouloir s'aligner pas à pas à la politique étrangère américaine afin de demeurer dans les bonnes grâces de l'administration Bush.

"Cela n'a rien à voir. Le Canada ne retire pas grand−chose de sa présence ici. Ca coûte des vies, ça coûte de l'argent, mais on essaie de donner une chance de s'en sortir à des peuples qui ont besoin d'aide. C'est probablement la plus grande chose que je vais faire dans ma vie", a argué le soldat Archambault, âgé de 23 ans.

Peu avant le grand déploiement des militaires de la base de Valcartier _ ils seront plus de 2000 dans quelques jours dans la province de Kandahar _, les Forces armées canadiennes ont mené une campagne de charme au Québec pour tenter de gagner la population à la cause défendue en Afghanistan. Un groupe de soldats avait notamment été délégué à l'Assemblée nationale où une motion devait être adoptée pour souligner leur sens du devoir. Or, certains députés ont refusé de se lever lorsque les militaires ont été présentés en Chambre.

"Les gens ont droit à leur opinion", insiste pour sa part le sergent Steve Dufour, qui préfère ne pas s'engager sur le terrain politique. Néanmoins, il estime que la mission canadienne, qui se tient sous l'égide de l'OTAN, est mal comprise et souvent mal interprétée.

"J'ai parlé à une étudiante qui était contre la mission. Je lui ai dit: `toi au Canada, est−ce que quelqu'un t'empêche d'aller à l'école, de t'instruire?' C'est comme ça ici (en Afghanistan)", a−t−il illustré, convaincu que ce sont les enfants afghans qui pourront un jour reprendre le contrôle de leur pays, à condition de pouvoir recevoir une éducation digne de ce nom.

Mais pour l'heure, les quelque 500 fantassins du Royal 22e tentent de "limiter le mouvement des insurgés" dans le sud−est du pays à partir de la base de patrouille Wilson, à environ 65 kilomètres au nord−ouest de Kandahar.

Pour une première fois vendredi, des soldats de la compagnie B du troisième bataillon du Royal 22e, fraîchement arrivés au pays, ont patrouillé à pied un hameau du district de Shawali Kot, en collaboration avec la police nationale afghane (PNA). L'expérience n'a cependant guère été concluante.

Armés de fusils d'assaut C−7, les soldats ont marché prudemment dans les rues quasi désertes du village, restant à l'affût de tout mouvement suspect. Soudainement, un policier afghan a tiré, par erreur apparemment, une décharge de fusil mitrailleur AK−47, ce qui a fait croire pendant un court moment aux Canadiens qu'ils étaient attaqués. Il n'y a pas eu d'autres coups de feu tirés et personne n'a été blessé.

Outre cette bourde, les policiers afghans avaient aussi cru bon d'inciter les villageois à demeurer terrés dans leur demeure pendant la visite des Canadiens, ce qui a mis en furie le capitaine des troupes, Stéphane Girard.

"Nous, on voulait prendre contact, jaser avec les gens. Mais ils sont arrivés avant nous et leur ont fait peur", a−t−il dénoncé.

Manquant de formation, d'entraînement, d'équipement et gangrenée par la corruption, la nouvelle police nationale afghane inspire peu confiance. Consciente du fait qu'il n'y aura jamais de paix en Afghanistan sans le support d'une force policière professionnelle, respectée dans les communautés, la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS), dont fait partie le Canada, a convenu d'accroître ses efforts dans les prochains mois pour améliorer la formation des policiers.

FGMTO999−ms

Otages sud−coréens: les talibans seraient prêts à négocier en territoire ennemi si l'ONU garantit leur sécurité

DATE: 2007.08.03
KEYWORDS: INTERNATIONAL
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 237

XAHN102−0803070635

GHAZNI, Afghanistan (AP) −− Les talibans, qui détiennent toujours 21 Sud−Coréens en Afghanistan, cherchaient vendredi à obtenir des garanties de sécurité de la part des Nations unies avant d'accepter des négociations directes avec des émissaires de Séoul dans un lieu contrôlé par le gouvernement, a déclaré un porte−parole présumé des militants.

Ces tractations intervenaient alors qu'Amnesty International a affirmé avoir exhorté les talibans par un canal direct à libérer les 21 otages détenus depuis plus de deux semaines, soulignant que retenir, voire tuer des prisonniers, est un crime de guerre.

Qari Youssef Ahmadi, qui prétend parler au nom des talibans, a assuré qu'ils étaient disposés à négocier avec l'ambassadeur sud−coréen dans n'importe quel lieu, tant que la mission de l'ONU en Afghanistan garantit la sécurité des émissaires talibans.

"Les talibans sont prêts à les rencontrer à Kaboul, d'autres villes ou d'autres pays, mais à une condition: que l'ONU garantisse leur sécurité", a déclaré Ahmadi, joint au téléphone depuis un lieu non divulgué.

Les responsables de la mission de l'ONU n'étaient pas joignables dans l'immédiat pour commenter cette offre.

Après l'expiration du dernier d'une série d'ultimatums mercredi, Ahmadi avait précisé que les 21 otages restants étaient vivants, mais que deux des femmes étaient souffrantes et risquaient de mourir.

Mohammad Hashim Wahaaj, responsable d'un hôpital privé de Kaboul, a déclaré jeudi que six médecins afghans devraient se rendre à Ghazni vendredi pour tenter de soigner les otages malades.

Vingt−trois Sud−coréens avaient été enlevés dans la province de Ghazni le 19 juillet alors qu'ils se rendaient de Kaboul à Kandahar. Deux otages ont déjà été exécutés par leurs ravisseurs. AP

mgh/v388

Des raids aériens dans le sud de l'Afghanistan font des victimes civiles, selon les autorités locales

DATE: 2007.08.03
KEYWORDS: INTERNATIONAL
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 263

KANDAHAR, Afghanistan (AP) –– Des frappes aériennes de la coalition menée par les Etats–Unis dans le sud de l'Afghanistan ont fait plusieurs dizaines de morts parmi des talibans présumés qu'elles visaient, mais également dans la population civile, ont affirmé vendredi les autorités afghanes.

Les raids visaient deux commandants talibans qui participaient à un rassemblement dans une région isolée de la province de Helmand, dans le sud du pays, a fait savoir la coalition dans un communiqué.

"Pendant une importante réunion de hauts commandants talibans, les forces de la coalition ont usé de munitions téléguidées à haute précision contre leur emplacement, après s'être assurées qu'il n'y avait aucun Afghan innocent dans le secteur environnant", a ajouté la coalition, qui n'a fourni aucun détail concernant d'éventuelles victimes.

Evoquant apparemment le même incident, le chef de la police de la province de Helmand, Mohammad Hussein, a affirmé que plusieurs talibans et civils ont été tués dans un raid aérien.

Selon lui, les talibans organisaient la pendaison de deux habitants locaux accusés d'être des espions à la solde du gouvernement. Il a affirmé que des villageois s'étaient déplacés pour assister à l'exécution lorsque les bombes ont touché leur cible. Toujours selon Hussein, il y avait 20 blessés.

Le chef du département de la santé de la province Enayatullah Ghafari a quant à lui déclaré que la plus jeune victime de la frappe aérienne était un garçon de huit ans et la plus âgée un homme de 50 ans.

Douze blessés ont été emmenés dans un hôpital de Kandahar, a par ailleurs précisé un médecin de l'établissement, Sharifullah Khan.

Un de ces blessés, un prénommé Nasibullah, a affirmé que les bombes sont tombées sur un marché très fréquenté et qu'aucun taliban n'était présent au moment de la frappe. AP

mgh/v320

L'opposition des Québécois à la mission afghane irrite les soldats du 22e

DATE: 2007.08.03
KEYWORDS: INTERNATIONAL DÉFENSE
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 755

KANDAHAR, Afghanistan (PC) _ L'opposition massive des Québécois à l'engagement militaire du Canada en Afghanistan blesse autant qu'elle exaspère les soldats d'infanterie francophones débarqués au cours des dernières semaines dans le pays.

"Tu viens ici parce que tu y crois, tu veux apporter de la sécurité et aider des gens à s'en sortir et là, chez vous, les gens ne sont pas réceptifs. Ils disent que tu t'en vas tuer du monde", a déploré vendredi à la Presse Canadienne le caporal−chef David Martel, membre de l'équipe de combats du Royal 22e Régiment, chargée de patrouiller le district de Shawali Kot, un des points chauds du sud−est afghan.

La participation du Canada à la mission de reconstruction de l'Afghanistan ne jouit pas d'un fort appui populaire au Canada, mais c'est au Québec que l'opposition à l'engagement militaire canadien trouve son expression la plus forte. Sondage après sondage, les Québécois expriment une désapprobation manifeste envers toute intervention des Forces armées canadiennes à l'étranger, à moins que le rôle des soldats ne soit limité à celui du "maintien de la paix".

"Moi je me suis fait dire, par quelqu'un d'instruit, bardé de diplômes, qu'il n'y aurait pas de guerre dans le monde s'il n'y avait pas des gens comme moi. Ça m'a vraiment choqué d'entendre ça d'une personne qui devrait en savoir plus", raconte le soldat Francis Archambault.

Selon lui, les opposants à la présence canadienne font fausse route lorsqu'ils accusent le gouvernement de Stephen Harper de vouloir s'aligner pas à pas à la politique étrangère américaine afin de demeurer dans les bonnes grâces de l'administration Bush.

"Cela n'a rien à voir. Le Canada ne retire pas grand−chose de sa présence ici. Ca coûte des vies, ça coûte de l'argent, mais on essaie de donner une chance de s'en sortir à des peuples qui ont besoin d'aide. C'est probablement la plus grande chose que je vais faire dans ma vie", a argué le soldat Archambault, âgé de 23 ans.

Peu avant le grand déploiement des militaires de la base de Valcartier _ ils seront plus de 2000 dans quelques jours dans la province de Kandahar _, les Forces armées canadiennes ont mené une campagne de charme au Québec pour tenter de gagner la population à la cause défendue en Afghanistan. Un groupe de soldats avait notamment été délégué à l'Assemblée nationale où une motion devait être adoptée pour souligner leur sens du devoir. Or, certains députés ont refusé de se lever lorsque les militaires ont été présentés en Chambre.

"Les gens ont droit à leur opinion", insiste pour sa part le sergent Steve Dufour, qui préfère ne pas s'engager sur le terrain politique. Néanmoins, il estime que la mission canadienne, qui se tient sous l'égide de l'OTAN, est mal comprise et souvent mal interprétée.

"J'ai parlé à une étudiante qui était contre la mission. Je lui ai dit: `toi au Canada, est−ce que quelqu'un t'empêche d'aller à l'école, de t'instruire?' C'est comme ça ici (en Afghanistan)", a−t−il illustré, convaincu que ce sont les enfants afghans qui pourront un jour reprendre le contrôle de leur pays, à condition de pouvoir recevoir une éducation digne de ce nom.

Mais pour l'heure, les quelque 500 fantassins du Royal 22e tentent de "limiter le mouvement des insurgés" dans le sud−est du pays à partir de la base de patrouille Wilson, à environ 65 kilomètres au nord−ouest de Kandahar.

Pour une première fois vendredi, des soldats de la compagnie B du troisième bataillon du Royal 22e, fraîchement arrivés au pays, ont patrouillé à pied un hameau du district de Shawali Kot, en collaboration avec la police nationale afghane (PNA). L'expérience n'a cependant guère été concluante.

Armés de fusils d'assaut C−7, les soldats ont marché prudemment dans les rues quasi désertes du village, restant à l'affût de tout mouvement suspect. Soudainement, un policier afghan a tiré, par erreur apparemment, une décharge de fusil mitrailleur AK−47, ce qui a fait croire pendant un court moment aux Canadiens qu'ils étaient attaqués. Il n'y a pas eu d'autres coups de feu tirés et personne n'a été blessé.

Outre cette bourde, les policiers afghans avaient aussi cru bon d'inciter les villageois à demeurer terrés dans leur demeure pendant la visite des Canadiens, ce qui a mis en furie le capitaine des troupes, Stéphane Girard.

"Nous, on voulait prendre contact, jaser avec les gens. Mais ils sont arrivés avant nous et leur ont fait peur", a−t−il dénoncé.

Manquant de formation, d'entraînement, d'équipement et gangrenée par la corruption, la nouvelle police nationale afghane inspire peu confiance. Consciente du fait qu'il n'y aura jamais de paix en Afghanistan sans le support d'une force policière professionnelle, respectée dans les communautés, la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS), dont fait partie le Canada, a convenu d'accroître ses efforts dans les prochains mois pour améliorer la formation des policiers.

FGMTO999−ms

Une soixantaine de soldats de la base de Gagetown rentrent d'Afghanistan

DATE: 2007.08.03
KEYWORDS: DÉFENSE INTERNATIONAL
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 116

FREDERICTON (PC) _ Une soixantaine de soldats de la base de Gagetown sont rentrés d'Afghanistan, jeudi, après une mission de six mois.

Un joueur de cornemuse attendait les 60 militaires, à l'aéroport de Fredericton.

Mais, surtout, leurs proches les attendaient à base militaire voisine, où ils ont ensuite été transportés en autocar. Les effusions de joie n'ont pas manqué.

Mais plusieurs avaient aussi une pensée pour leurs camarades qui sont tombés au combat. Sept soldats de la base de Gagetown ont perdu la vie, dans la demi−année qu'a duré cette mission.

Il s'agissait du deuxième groupe de la base de Gagetown à rentrer au pays. D'autres les suivront au cours des six prochaines semaines, à mesure que les soldats de la base de Valcartier, près de Québec, les remplaceront.

Des 2500 soldats canadiens postés en Afghanistan, 650 étaient basés à Gagetown.

(CP,NTR,BeB)

ngbeb39